



Actrices et Acteurs du web : échangeons !

Actes de la rencontre du 26 novembre 2013

Un support libre d'e-change

Avant-propos

Introduction générale

1 ... Enjeux

2 ... Table ronde

3 ... Ateliers

- 1- Construire des solutions technologiques durables pour et par le tiers secteur
- 2- Je communique, tu commiques, nous communiquons : quels visibilité et impact pour les initiatives associatives ?
- 3- Adopter des pratiques plus sûres sur le Net : pourquoi est-ce important et comment faire ?

Conclusion



Avant-Propos

« L'éducation (... est) un effort permanent par lequel les hommes se mettent à découvrir, de façon critique, comment ils vivent dans le monde avec lequel et dans lequel ils sont. »

Paulo Freire, Pédagogie des opprimés.

« Internet constitue une opportunité démocratique. Il doit aujourd'hui négocier le virage de la massification sans changer de nature, c'est-à-dire évoluer sans perdre ses qualités créatives et ses principes égalitaires initiaux. »

Dominique Cardon, La Démocratie Internet. Promesses et limites

nOUS avons souvent l'habitude de penser le web scindé entre deux mondes : les « techniciens », qui le font, et les « usagers », qui dépendent des techniciens et subissent leurs choix.

La réalité est plus diverse que cela ! Avec l'avènement des outils web 2.0, chacun est potentiellement devenu son propre webmaster : nous pouvons publier du contenu (textes, photos, vidéos, dessins...), mettre en forme des pages et partager du contenu avec plus de facilité. Derrière son apparente gratuité, cette facilité a cependant un prix : elle signifie souvent se conformer au modèle élaboré par des intérêts privés et commerciaux pour lesquels l'internaute et son contenu sont devenus un produit permettant d'attirer de la publicité ou de vendre des données.

Internet est né et a été pensé par ses architectes comme un espace public de partage de connaissances et de savoirs. Mais la situation a évolué de manière radicale ces dernières années : commercialisation, censure, contrôle, surveillance... Partisans de la diffusion et du partage des savoirs, défenseurs des biens communs, promoteurs de l'éducation populaire, doit-on pour autant se sentir peu concerné par l'évolution d'Internet et de ses outils ? **De nombreux espaces de liberté et de partage existent encore, de nombreux outils appropriables par tous sont disponibles.** Pour les développer, les faire connaître et les rendre utiles à toutes et tous, **une alliance entre techniciens promoteurs de l'Internet libre et associations « usagers » d'Internet est nécessaire.** Le décloisonnement est indispensable.

Le développement du numérique dans les associations introduit de nouvelles formes de mobilisations citoyennes. Il est donc important de nous demander quelles nouvelles convergences imaginer concrètement. **Comment partager nos expériences individuelles et collectives pour les transformer en savoirs ?** Comment Internet peut-il être un outil pour le partage des connaissances ? Comment faire en sorte que ces technologies engendrent plus de libertés et de capacités que de dépendance ?

Cette journée proposait de débattre de ces questions avec pour perspective trois objectifs :

- **progresser vers une utilisation plus libre et plus démocratique d'Internet ;**
- **favoriser le débat public autour de l'appropriation technologique par les milieux associatifs et citoyens ;**
- **consolider les liens et les échanges de savoirs entre les spécialistes de l'Internet et les acteurs du milieu associatif.** ●

Introduction générale

Erika Campelo, *Ritimo*

Le réseau Ritimo a été créé en 1985 avec pour premier objectif l'accès de tous à une information plurielle axée sur la solidarité internationale. Constituer une base de données des multiples initiatives solidaires et innovantes, mutualiser une documentation alternative et permettre ainsi l'échange d'informations sur de nouvelles formes de citoyenneté et de solidarité ont été la première tâche du réseau. Dès l'origine donc, la confrontation à la technologie permettant cette mutualisation des données est un enjeu, sachant que la base de données Ritimo compte aujourd'hui 120 000 références bibliographiques.

L'apparition d'Internet à la fin des années 1970 et sa propagation foudroyante au début des années 1990 avec la naissance du web a pris de court les associations de solidarité internationale et de défense des droits. Il est en effet possible dès ce moment de diffuser l'information *via* un outil extrêmement puissant : des pages html mêlant du texte, des liens vers d'autres pages, des images, des sons, et consultables depuis n'importe quel ordinateur de la planète relié au protocole http de transfert de données. **L'enjeu technologique est donc un enjeu politique.**

Comment aider les associations membres de Ritimo à rendre visibles leurs activités et leurs informations *via* un site Internet ? Comment être présent sur le web et développer une veille de l'information ? Comment maîtriser et utiliser ce que l'on appelle désormais les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour être présent efficacement dans le flot d'informations qui transitent désormais par le web ?

Pour y répondre, Ritimo crée en 2006 un dispositif spécifique destiné à fournir aux membres du réseau un outil de création de sites « clés en mains » et les accompagne dans le développement de ces sites. À ce jour, une quinzaine de sites ont été créés dans le cadre de ce dispositif.

En 2010, après une large consultation des associations membres sur leurs besoins, un projet spécifique est développé en Île-de-France : des ateliers de formation destinés à accompagner les associations franciliennes dans leur utilisation des TIC, à les sensibiliser à la question – politique, là encore – des logiciels libres. Comment ne pas perdre ses valeurs tout en bénéficiant des avancées technologiques ? C'est également une des questions majeures de ce programme qui sera baptisé « e-change » et organisera pendant trois ans des formations d'accompagnement à l'utilisation des outils numériques. **Éduquer à l'Internet, faire prendre conscience des transformations qu'il implique, mais aussi dé-diaboliser la technique,** tels sont les enjeux.

Aujourd'hui, à l'issue de ce programme qui a permis de multiples échanges ainsi que la création et la mise à disposition pour le milieu associatif d'outils de formation, il s'agit d'aller plus loin en créant collectivement **une plate-forme commune d'information et d'utilisation d'Internet qui prenne en compte ces enjeux.**

Cette plate-forme aura pour nom le programme à l'origine de sa création : **e-change**. Y seront mis à disposition de ses membres des outils et des méthodes pour l'utilisation citoyenne des TIC : **« Créer un site Internet », « Réfléchir aux usages des TIC », « Devenir acteurs du web »**

La plate-forme e-change s'adressera autant aux développeurs web qu'aux animateurs, webdesigners, éducateurs, médiateurs, acteurs associatifs et médias libres qui font du numérique un enjeu d'éducation, d'information, de mobilisation et de travail partagé. La Fondation Charles-Léopold-Mayer pour le progrès de l'homme (Fph), qui accompagne Ritimo depuis de nombreuses années, en est une nouvelle fois partenaire. ●

1. **Enjeux**

Les défis et enjeux posés par Internet pour la citoyenneté

Dominique Cardon, sociologue, Laboratoire des usages d'Orange Labs, chercheur associé au Centre d'études des mouvements sociaux (EHESS)

« **INTERNET** change la manière de faire de la politique. » C'est en tout cas ce que l'on entend couramment aujourd'hui, dans une quasi-obsession à vouloir établir un lien entre le numérique et la politique représentative.

Je ne pense pas pour ma part que cette affirmation soit exacte. **Si l'on veut chercher un changement politique, il faut le chercher ailleurs que dans la démocratie représentative, au niveau des sociétés civiles.**

Le marché, par exemple, est dans la société civile, qui n'est pas forcément un « tiers secteur », comme le prétendent certains. Marché et société civile se sont construits contre l'État ; et Internet, apparu rappelons-le aux États-Unis, est d'abord une utopie de résistance, la création d'un contre-pouvoir.

Si l'on revient aux origines de l'utopie numérique, il faut se pencher sur la biographie du californien Stewart Brand, fondateur de nombreuses organisations communautaires, dont *The Well*, une des plus anciennes communautés virtuelles, et lire notamment l'ouvrage que Fred Turner, professeur à l'université de Stanford, a consacré à ce dernier et à l'histoire de la cyberculture.

Durant la fin des années 1960 et le début des années 1970, en effet, environ dix millions d'Américains sont impliqués dans la vie en communauté.

Les premiers usagers de l'Internet sont ces communautés de la contre-culture américaine des années 1970, engagées, pour certaines, dans une pratique militante, revendicative et/ou syndicaliste (prendre le pouvoir pour changer la donne) ; et, pour d'autres, dans une démarche de transformation de l'individu (les hippies) qui soutient que prendre le pouvoir sans se transformer soi-même conduit inévitablement à reproduire les effets néfastes du pouvoir. Pour cette seconde tendance, on peut changer la société sans prendre le pouvoir, en transformant d'abord l'individu d'une part, en s'inscrivant d'autre part dans un territoire : changer localement, à l'échelle du territoire, plutôt que prendre le pouvoir à Washington.

La première tendance de la contre-culture américaine déteste la technologie et montre de fortes réticences à l'égard de la technoscience. La seconde vise à leur appropriation, considérant les technologies comme un outil d'*empowerment*, d'émancipation individuelle, capable d'augmenter la puissance d'agir.

Il faut rappeler qu'à l'époque, la chimie, par exemple *via* le Lsd, augmente les capacités de l'esprit. De même, aux yeux de ces communautés, l'ordinateur augmente la capacité de l'individu. Les *gourous* de l'Internet sortent tous des communautés. Ils tentent de vivre un rapport émancipé, nouveau, à la vie sociale américaine. Internet développe des espaces communautaires dans lequel ils réinvestissent leurs espoirs déçus dans l'expérience des communautés. Culture libertaire, anarchiste, auto-organisée, hostilité à l'État... l'Internet est un monde virtuel grâce auquel on s'arrache du monde réel, de ses inégalités, de ses rapports de force, vers un monde plus égalitaire, celui notamment des « communautés virtuelles ». Derrière le masque de l'anonymat, on peut remettre à zéro les compteurs, abolir les inégalités de race ou de statut social, on a le droit aussi d'être quelqu'un d'autre que soi...

Ces libertaires des années 1970 sont devenus pour leur grande majorité des libéraux. Ils ont prôné les politiques de dérégulation des années 1980, passant d'une culture libertaire au choix d'un libéralisme de marché.

Cela signifie-t-il que l'utopie pionnière et créatrice d'Internet soit morte ? Qu'elle ait été noyée, comme le disent certains, par les flux commerciaux, la massification des publics ? Je ne le pense pas. **L'esprit des pionniers continue d'exister sur Internet, dans des communautés de résistance ayant pour moteur le désir de « libérer les individus » en détruisant les contraintes pesant sur leur uniformisation, selon trois principes essentiels :**

- **l'hétérogénéité des individus et des organisations ;**
- **la lutte contre la délégation ;**
- **la recherche du consensus** (principe très différent de celui de l'unanimité, puisqu'il s'agit, avec le consensus, d'aboutir à un compromis acceptable par tous). Cette notion de consensus a présidé à l'établissement des normes du réseau et est au cœur des principales réussites collaboratives du web trente à quarante ans plus tard, avec l'encyclopédie Wikipedia par exemple.

Dans une hostilité constante à l'État et à la démocratie représentative, **l'Internet, ce réseau des réseaux, est ainsi le lieu contemporain d'une culture libertaire et d'une conception de l'individu comme source d'autonomie créative**, selon une vision se rapprochant des théories de l'économiste autrichien de l'effervescence Joseph Schumpeter.

C'est donc à la fois :

- **une opportunité pour la démocratie**, grâce aux fondements égalitaires qui ont présidé à sa naissance et à son développement, un formidable outil qui remet en cause la hiérarchie des émetteurs de savoir et de vérités dont l'autorité n'était quasiment pas contestable dans le modèle vertical des médias de masse ;
- **un risque, lié à la massification de sa fréquentation, par la convergence de ses objectifs avec ceux d'une pratique économique libérale**, les champions des contenus collaboratifs (YouTube, MySpace, Wikipedia et Facebook) étant devenus de puissants acteurs économiques.

Il faut compter pourtant sur la force des « coopérations faibles », qui œuvrent sur l'Internet en dehors des logiques de l'audimat et du plébiscite, selon l'utopie pionnière profondément démocratique du réseau. Et sur **la puissance d'un outil dont la récente affaire Snowden témoigne une nouvelle fois.**

Débat

• Internet, entre individu et collectif anonyme

– Intervention de la salle

Il me semble qu'il existe une tension entre une notion d'autonomie et d'individualité qui nous vient du modèle allemand (l'individu créateur, la virtuosité comme qualité première de l'individu) et un modèle fondé sur le principe de l'égalité entre les individus (respecter les règles, ne pas mettre en place de *leaders*, respecter les conditions de l'égalité) ; soit d'un côté le monde de la créativité – et le pouvoir charismatique de l'individu –, de l'autre le monde de la procédure – qui tient à ce que le principe d'égalité soit respecté.

Aujourd'hui, le principal souci des communautés Internet est de gérer cette tension : **d'un côté le « grand hacker » de la communauté, un modeste, qui vit dans un effacement silencieux ; de l'autre, l'ethos du logiciel libre, l'hospitalité à l'égard des nouveaux.** Ainsi, quand on a de l'importance dans la communauté, il faut aussi faire de la place aux nouveaux, les accompagner de façon éducative, pédagogique. Cette position hospitalière dans laquelle l'individu s'efface est celle par exemple du mouvement hacktiviste des Anonymous pour lequel le port de masques dans ses apparitions publiques est significatif de ce souci de défendre l'égalité dans le dispositif.

— *Dominique Cardon*

Internet représente un espace commun où se côtoient cependant des objectifs très différents, souvent contradictoires. Le Forum social mondial (FSM) par exemple est tout à fait hétérogène, il rassemble des personnes du centre droit, de la gauche, du Hezbollah... Il est donc nécessaire de trouver des procédures pour s'accorder : méfiance interdite, lutte contre la délégation (ne pas parler au nom de...), recherche du consensus, discussion en continu, relativisation des points de désaccord, comme pour les communautés de logiciels libres ou Wikipedia.

On assiste cependant actuellement à un mouvement de radicalisation de l'individualité des formes d'engagement militant et d'Internet. En d'autres termes, il y a maximisation des facteurs d'autonomisation des individus : parler en son nom et non plus en tant qu'association par exemple.

• Internet, ou le risque d'un modèle social dominant

— *Intervention de la salle*

Internet permet-il de sortir de l'anonymat quand on souhaite rester anonyme dans le monde réel – parce que l'on est bi-sexuel par exemple, transsexuel, ou autres ?

— *Dominique Cardon*

Cette réalité est peu répandue. **Le monde social de l'Internet est le suivant : un homme blanc, diplômé, américain, qui a inventé une forme de vie qui se prétend universelle. Cet imaginaire a réussi à prendre toute la place.** Ainsi, si la masse populaire utilise Internet, l'effet de cette massification est aussi la césure du monde en deux : le virtuel d'un côté, le réel de l'autre. On perd ainsi l'esprit des pionniers qui souhaitaient transformer le monde réel par la transformation de chacun. Le masque – celui des Anonymous par exemple – permet de retrouver une estime de soi, mais sous une autre identité. Comment, dans ces conditions, ne pas devenir « réac » ? La démocratisation des usages d'Internet signifie une massification commerciale, marchande... l'esprit des pionniers se perd. De temps en temps, on est anonyme... sur Internet.

Parallèlement à ces réserves, il faut aussi se méfier à cet égard de l'élitisme ou du paternalisme des militants de l'Internet : les réseaux sociaux, sur lesquels naviguent notamment les plus jeunes, permettent la sociabilité.

• Les associations confrontées à un défi technologique

— *Intervention de la salle*

Pour les associations, l'enjeu principal est aujourd'hui de renouer avec la technique et le monde des techniciens. Il y a là de vrais enjeux sociaux en termes d'usages de l'Internet. Les associations ont beaucoup de mal à s'approprier les cyber-techniques. Cette question doit faire partie du débat public.

— *Dominique Cardon*

Dans nos sociétés, la fracture n'est plus sur l'accès à l'Internet, mais sur ses usages.

.....

À lire...

DOMINIQUE CARDON, *La Démocratie Internet. Promesses et limites*, Le Seuil, coll. « La république des idées », 2010.

FRED TURNER, *Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture*, Stewart Brand, un homme d'influence (Caen, C & F Éd., 2012).



2.

Table ronde

TABLE RONDE. Comment développer sur le réseau des projets innovants, qui allient utilisation d'outils libres et mobilisations citoyennes ?

Animée par **Mathieu Lapprand**, journaliste à FO-Hebdo et militant au site Bastamag.net

« L'imprimerie a permis d'apprendre à lire, Internet nous a permis d'apprendre à écrire. » Benjamin Bayart, ancien président de French Data Network.

L'Internet, ce n'est pas bien ou mal, cela reste une technologie, à nous d'en décider les usages !

• L'utilisation des outils numériques par les centres sociaux

Julien Bastide, chargé de communication et des TIC

à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FSCF)

La FSCF fédère 1200 centres sociaux et 45 fédérations locales. Les centres sociaux sont en principe pour tous, accessibles à tous. Dans la réalité, ce sont les publics en difficulté accentuée qui les fréquentent.

Qu'est-ce qu'un centre social ? De quoi s'agit-il en dehors des deux prismes déformants à travers lesquels on le considère habituellement, celui des activités pour la jeunesse d'une part, des publics en difficulté (solitude, précarité économique et sociale...) d'autre part ?

Une image permet de qualifier le centre social : celle de trois maisons. En effet, en plus d'être un lieu physique, avec des équipements et un accueil de tous, sans distinction et sans discrimination, un centre social est :

- une maison où l'on trouve des services et des activités adaptés au public ;
- une maison des projets, par lesquels on accompagne les habitants dans leurs envies et leurs besoins ;
- une maison de la citoyenneté.

Les outils numériques au service de la communication

La prise en compte des outils numériques au niveau fédéral est très récente. C'est le déficit criant de communication, tant interne qu'externe, sachant que le réseau est fondé sur le principe d'autonomie des centres qui lui sont affiliés, qui a été le déclencheur. La Fédération a, en effet, croisé un jour le chemin d'un consultant qui, au vu de son retard colossal, lui a conseillé... de prendre de l'avance sur la technologie.

C'est ainsi que la Fédération a commencé à travailler sous le logiciel libre Wordpress¹ en lui associant BuddyPress, collection d'extensions pour Wordpress permettant d'étendre ses fonctionnalités sous forme d'outils de réseaux sociaux. La Fédération s'est également dotée de

¹. WordPress est un système de gestion de contenu libre distribué par Automattic, startup américaine d'édition de logiciels fondée en 2005. Le logiciel est surtout utilisé comme moteur de blog, mais ses fonctionnalités lui permettent également de gérer n'importe quel site web. Il est aussi à l'origine du service WordPress.com. (Source : Wikipedia.)

son propre serveur et n'est donc pas soumise à l'arbitraire des serveurs externes. Ses référents locaux ont en charge l'accompagnement de l'utilisation de cet outil dans les centres.

Mais le réseau social mis en place pour les centres sociaux n'a pas pris. Cela, pas pour des raisons techniques, mais essentiellement parce que **l'outil ne crée pas la coopération**. Il faut une coopération pré-existante pour qu'un outil collaboratif puisse fonctionner. Or les centres sociaux coopèrent déjà localement *via* des réunions physiques et ne voient donc pas l'intérêt d'une coopération dématérialisée. Par ailleurs, il existe une vraie méfiance dans notre réseau vis-à-vis du web. Enfin, des raisons d'adaptation à la technique et un manque d'agilité vis-à-vis des outils informatiques, liés à l'âge et à la « culture » des salariés et bénévoles (une culture « militante », et plutôt sciences humaines) sont également en cause.

Le projet du passage au numérique de la Fédération est donc avant tout un projet de communication. Le potentiel des outils numériques excède cependant largement la communication : prise de parole, mise en réseau... autant d'outils aux potentiels militant, citoyen et démocratique.

Outre les outils traditionnels, ces outils ont été utilisés par des animateurs du réseau toujours plus nombreux et ont permis de « dépoussiérer » la coopération entre les centres sociaux.

Permettre une formation du public

Sur 1200 centres sociaux adhérents, un tiers ont mis en place des espaces temps de médiation numérique, selon des formes très diverses. Certains centres sociaux, conscients de la demande des habitants en matière de médiation numérique, ont installé une salle avec trois ou quatre ordinateurs dans laquelle un bénévole accompagne les habitants pour l'appropriation de l'outil Internet sur certaines tranches horaires. Un certain nombre de centres ont obtenu de leur département des financements pour ces espaces publics numériques. Dans ce cas, ils ont bénéficié de beaucoup plus de moyens.

Conclusions. De l'usage du numérique par les usagers des centres sociaux

L'étude qui a été menée par la Fédération quant aux usages d'Internet a révélé que les salariés et les bénévoles des centres sociaux font alliance pour penser qu'il y a antinomie entre les fonctions des centres sociaux (resocialisation, accompagnement, etc.) et les usages du web. On oscille entre la fascination pour la technologie (et l'espoir de doubler ainsi le nombre d'adhérents) et la peur qu'Internet sépare les gens.

Les séances de médiation numérique proposées dans les centres sociaux en sont à la première marche de l'appropriation des outils : qu'est-ce qu'un ordinateur ? une connexion à Internet ? Les enjeux du logiciel libre (*open data*) commencent également à être abordés, de façon pragmatique et le moins dogmatique possible, ce que l'on appelle les « tiers lieux » également. Comment connecter ces enjeux du numérique avec les besoins beaucoup plus terre à terre des habitants ? L'autonomie et le libre choix des usagers nous semblent être primordiaux, comme le passage d'un statut de consommateur à un statut d'acteur.

Lors de son dernier congrès, la Fédération a soulevé la question cruciale du **passage de la notion de participation des habitants à la notion de pouvoir d'agir des habitants**. Les outils numériques doivent aider à cela, ils sont peut-être en effet une des portes d'entrée pour amorcer ce changement de direction.

La naissance des centres sociaux

Nés en Angleterre à la fin du XIX^e siècle, les centres sociaux se multiplient en France à l'aube du XX^e siècle. Ils sont issus des « œuvres sociales » qui considéraient que les habitants ouvriers devaient s'organiser localement pour prendre leur vie en main. En 1922, à l'occasion d'un congrès international, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF) est créée, à l'initiative de Marie-Jeanne Bassot.

Leur développement s'amplifie après 1945 grâce à l'investissement de l'État. Leur expérience, leur implantation au cœur des espaces de vie quotidienne, leur gestion locale et leur pratique de réseau en font des acteurs reconnus de la décentralisation. En 1947 naît la première fédération départementale (Loiret), puis en 1967 a lieu le premier congrès national, rassemblant des représentants de 120 centres sociaux. En 1971, la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) décide d'étendre sa prestation de services aux centres sociaux, décision confirmée par la circulaire de 1984 qui fixe les conditions de l'agrément des centres par les caisses d'allocations familiales (CAF) locales. De son côté, la FCSF crée le SNAECISO (syndicat employeur), qui marque le début de la professionnalisation des acteurs des centres sociaux.

Selon la Charte fédérale des centres sociaux adoptée en 2000 à Angers, le centre social se définit comme un « foyer d'initiatives porté par des habitants associés, appuyé par des professionnels capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social local ».

Source : Fcsf, www.centres-sociaux.fr / Wikipedia.

- **Développer des projets alliant outils libres et mobilisations citoyennes**

Des révolutions aux FAI associatifs

Julie Gommès, journaliste, vice-présidente du fournisseur d'accès à Internet (FAI) associatif *franciliens.net* et militante sur divers projets en ligne, notamment avec *Telecomix*. Auteur de « *Il était une fois les révolutions* » (*La Mouette*, 2012).

En septembre 2009, je suis arrivée en Égypte en tant que journaliste et coordinatrice de la filière de journalisme à l'Université du Caire pour un an. Un an et demi nous sépare alors de la révolution et le pays est encore dirigé par Hosni Moubarak.

Je suis restée en Égypte en tant que journaliste *freelance* jusqu'à mai 2011. Les atteintes à la liberté d'expression et les arrestations de blogueurs sont récurrentes. Lors de la révolution, qui débute en janvier, l'armée, qui n'est pas encore opposée à Moubarak, coupe les liaisons téléphoniques mobiles et l'ADSL ; mais les lignes de téléphone fixes fonctionnent toujours... Ainsi, un simple modem 56k, ceux dont nous nous souvenons tous encore, qui crépitaient affreusement lors de leur connexion, permettait de se connecter et d'envoyer des informations.

Ce système est mis en place par des fournisseurs d'accès à Internet suédois, allemands et français (FDN) et propulsé par *Telecomix*, groupe décentralisé d'(h)ac(k)tivistes du net engagés en faveur de la liberté d'expression qui combat ainsi la censure. Chaque FAI dédie au réseau des centaines de lignes pour que les personnes utilisant ces modems puissent communiquer.

L'utilisation du modem 56k ne dispense toutefois pas des mesures de sécurité habituelles : https, Tor, ssh...

Un certain nombre de groupes de militants, de hackers et/ou d'activistes œuvrent aujourd'hui pour le maintien de la liberté d'expression et contre la censure et la surveillance de l'Internet :

- **Telecomix** naît en avril 2009 sur proposition du conseiller Internet pour les Verts au Parlement européen, le Suédois Erik Josefsson, alors que le Parlement discute du « paquet télécom », tentative de la Commission européenne de prendre les rênes d'Internet et de réguler les réseaux de communication et de services électroniques. Il milite depuis contre la censure et la surveillance d'Internet.

- **FDN** (French Data Network) est une association loi 1901 créée en 1992 et le plus ancien fournisseur d'accès à Internet en France encore en exercice. L'association a ensuite essaimé et créé la fédération FDN regroupant des FAI associatifs dans la plupart des régions de France, garantissant un accès à Internet propre et neutre.
- **Franciliens.net**, pour la région parisienne (cinquante-deux membres en 2013), est un FAI proche des valeurs du logiciel libre et encourageant à l'auto-organisation. Il est membre de la fédération FDN.

Voici quelques autres projets innovants qui allient outils libres et mobilisations citoyennes :

- **Paris sous surveillance** propose une cartographie collaborative sous Spip des caméras de surveillance à partir d'un fond de carte sur OpenStreetMap, afin de prendre conscience de la surveillance qui nous entoure. Cette idée a été reprise dans plusieurs villes sous surveillance, comme Seattle, Minsk, Londres, Berlin...
- **Harassmap** propose en arabe et en anglais une cartographie des violences faites aux femmes en Égypte, pour permettre aux femmes de témoigner, envoyer des informations par téléphone mobile... De nombreux hommes y participent également.
- **et bien d'autres...**

.....

À lire en ligne...

<http://owni.fr/2011/09/14/syrie-des-hackers-font-tomber-le-mur-de-la-censure>

<http://www.franceinter.fr/emission-partout-ailleurs-les-hackers-a-berlin-les-revoltes-de-moscou-la-revolution-egyptienne-fukus>

• **Défendre les capacités d'agir qu'offre Internet**

Philippe Rivière, fondateur d'uZine puis de Rezo.net et de Spip

Lier les aspects technique et politique afin de défendre les libertés d'expression est pour moi un *leitmotiv*. Il ne s'agit pas de demander aux gens d'utiliser Internet, mais d'expliquer comment il est possible d'**augmenter sa capacité d'agir grâce à Internet**.

Je dirais aujourd'hui deux choses. La première est un constat, la seconde tient à une préoccupation qui est à mes yeux un enjeu important :

1) L'évolution d'Internet ne tend pas vers la simplicité. Nous sommes très fort pour mutualiser le code, mais il y a très peu d'avancées pour mutualiser des logiciels (paramétrage, configuration) ou des serveurs. **Plus la technique se complexifie, moins elle est accessible au plus grand nombre ;**

2) Le passé est l'avenir du présent. Si nous n'y prenons garde, nos sites alternatifs, militants, vont disparaître, nous perdrons tout, pour des raisons diverses : fatigue, coup de tête, obsolescence technique... À l'image du site archives.org, je souhaite lancer une initiative pour **archiver notre web militant** ; une archive ouverte (*open source*), sans centralisation. Cette plate-forme d'archivage aurait deux fonctions principales : une archive utile, utilisable comme un *back up*, un miroir anti-censure (ex : Copwatch), que l'on peut commencer tout à fait modestement ; et une archive historique, une documentation autonome, une sauvegarde récupérable et exploitable.

Il faut de l'anti-censure !

- **La coopérative Calafou.**
Pour le droit à la souveraineté technologique

Alex Haché, chercheuse et membre de la communauté Calafou

La coopérative Calafou



www.calafou.org

À environ 60 kilomètres de Barcelone, en Catalogne, sur un ancien site industriel abandonné, Calafou a créé en juillet 2010 une coopérative de logement social, des infrastructures pour des projets collectifs liés aux mouvements sociaux et la société civile, ainsi que pour des projets autonomes d'auto-emploi lié à l'économie sociale. Calafou est basé sur des principes d'**autogestion** et de prises de **décision par consensus**, d'**écologie** et permaculture, ainsi **que la défense et le développement de la culture libre et les commons**. Diverses dynamiques de recherche et développement de technologies libres sont actuellement en fonctionnement. De plus, Calafou organise régulièrement des rencontres et ateliers pour faciliter le transfert de connaissances et la synergie entre actrices et organisations travaillant vers l'autonomie et la souveraineté technologique.

La société civile a toujours été une actrice importante dans le développement de technologies. La souveraineté technologique se reflète dans cette mémoire et se constitue comme une nécessité politique et un droit, au même titre que la souveraineté alimentaire.

Le concept de **souveraineté technologique** est utilisé au Venezuela dans le cadre du projet national de satellite Simon Bolivar, mais il a été aussi théorisé depuis une autre perspective par

Margarita Padilla, ingénieure informaticienne et ex-directrice de Mundo Linux. Margarita Padilla a publié en 2013 un manuel, *Le Kit de la lutte sur Internet (El Kit de la lucha en internet, téléchargeable en espagnol sur le site des Trafiquants de rêves : www.traficantes.net)*.

La souveraineté technologique repose sur les concepts d'**autonomie**, d'accessibilité, de **pérennité** et de **décentralisation, donc de diversité**. Il s'agit en effet de **développer et renforcer des alternatives viables en matière de développement des technologies dont la société civile a besoin pour communiquer et s'exprimer**. Ces alternatives ont un coût, technique et symbolique : elles ont donc besoin de contributions, multiples, dans un projet où les usagers et consommateurs de technologies deviennent des participants actifs de leur développement et leur maintien. Ces initiatives réalisent ainsi un mixage entre le « fais-le toi-même ! » et « on le fait ensemble ! », **en harmonie avec d'autres modèles dérivés de l'économie sociale et solidaire**. Cette conception libertaire de l'usage des technologies s'oppose à l'obsolescence programmée et au fétichisme technologique.

Facebook et Twitter sont des outils massifs et commerciaux où l'utilisateur a peu d'autonomie et de contrôle sur ses données, sa mémoire et son identité électronique. **S'ils peuvent représenter, pour une association, un mégaphone en terme de communication externe, leur utilisation en interne est à proscrire. Générer de la transformation sociale et politique, c'est nécessairement se doter d'autres outils, complémentaires, mais aussi donner de la valeur et contribuer aux initiatives qui développent et maintiennent des alternatives de souveraineté technologique.**

- **À propos de l'usage des logiciels libres et des usages alternatifs d'Internet**

Discussion

– *Intervention de la salle*

Comment donner à boire à un âne qui n'a pas soif ? **Prôner l'usage du libre à quelqu'un qui n'en ressent pas la nécessité n'a aucune chance d'aboutir**. Les personnes qui sont très loin de la conscience technologique doivent être appréhendées depuis là où elles en sont. Il faut répondre à leurs besoins immédiats et leur démontrer la facilité d'usage du libre, dans **une démarche avant tout pédagogique**.

– *Intervention de la salle*

Il y a des avancées. Beaucoup de personnes ont des Android, qui sont sous Linux, et travaillent donc avec des logiciels libres.

– *Alex Haché*

Le capitalisme trouve toujours le moyen de se réapproprier les outils créés par la société civile. **La bataille se gagne quand les personnes s'approprient la technologie, mettent en question leurs usages et cultivent leur curiosité.**

– *Julie Gomes*

Choisir d'utiliser les logiciels libres implique un calcul entre confort et sécurité. **Il y a une tension entre technique et usage de la technique**. Pour l'instant, le confort prévaut dans les usages. Pour une association, il existe en outre des enjeux organisationnels qui touchent à l'objet social de l'association : **occuper l'ensemble du terrain est possible s'il y a des garanties en termes organisationnels**. Être tributaire d'un développeur, par exemple, est contre-productif.

.....

Principales références

• *Basta!*

« *Basta!* est un site d'information indépendant sur l'actualité sociale et environnementale. Constitué d'une équipe de journalistes et de militants associatifs, *Basta!* contribue à donner une visibilité aux enjeux écologiques, aux actions citoyennes, aux revendications sociales, aux mouvements de solidarité et aux alternatives mises en œuvre. (...) »

www.bastamag.net

• *Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (Fscf)*

« (...) Que ce soit en tant qu'adhérents, administrateurs ou partenaires d'un centre social, les habitants participent à la vie de leur quartier et favorisent le développement social. (...) Parce qu'ils sont les mieux placés pour agir sur ce qu'ils veulent changer dans leur quartier, (les habitants) deviennent acteurs de leur propre évolution. Le centre social favorise cette participation et développe la responsabilisation des personnes face aux enjeux du quotidien. C'est un lieu d'initiatives et de construction de réponses adaptées aux réalités vécues par les habitants d'un territoire. »

www.centres-sociaux.fr

• *French Data Network (FDN)*

« *French Data Network* est une association de loi 1901 qui a pour but la promotion, l'utilisation et le développement des réseaux INTERNET et USENET.

FDN fournit de nombreux services, gérés par ses adhérents pour ses adhérents.

FDN ne vend pas ses services. *FDN* vous demande de participer, et fait de son mieux pour mettre à votre disposition les services dont vous avez besoin. »

www.fdn.fr

• *Franciliens.net*

Le but de l'association *Franciliens.net* est de « fournir à ses membres un accès à Internet répondant à des critères de neutralité et de transparence ». L'association vise à « rassembler des usagers du réseau souhaitant reprendre le contrôle de leur accès à Internet, aussi bien pour garantir que celui-ci répond à nos critères de neutralité et de transparence (...), que, pour les plus engagés, devenir acteurs de leur "vie numérique" (plutôt que subir les choix des opérateurs classiques). »

www.franciliens.net

• *Telecomix*

Telecomix est un groupe décentralisé d'activistes de l'Internet engagés en faveur de la liberté d'expression. Le nom *Telecomix* désigne à la fois *Telecomix* lui-même et *WeRebuild*, projet collaboratif utilisé afin de proposer et de discuter des lois, ainsi que de collecter des informations à propos de la politique et des politiciens. *Telecomix* est l'organe opérationnel qui exécute les projets et les propositions présentés par *WeRebuild*. (D'après *Wikipedia*, 6 janvier 2014.)

<http://werebuild.com> [en anglais]

<http://owni.fr/2011/07/25/telecomix-«-hacker-pour-la-liberte-»/>

• *Rezo.net, le portail des copains*

Rezo.net est un des plus anciens sites agrégatifs français. Il utilise la technologie RSS pour agréger de nombreuses sources d'information de l'Internet francophone. Les informations sélectionnées sont liées à l'altermondialisme, à l'écologie, aux médias...

<http://rezo.net>



3. **Ateliers**

Atelier 1. Construire des solutions technologiques durables pour et par le tiers secteur

1– Problématique

Une des plus-values des logiciels libres réside dans le fait que chacun peut y accéder pour les modifier, les distribuer et les améliorer. Ils peuvent être adaptés en fonction des besoins spécifiques des personnes, des communautés et des organisations les utilisant.

Pour ce faire, certaines associations disposent d'un développeur ou d'une équipe de techniciens dans leur structure, d'autres sous-traitent cette tâche à d'autres structures, certaines association enfin, ne disposant pas du budget nécessaire, « apprennent sur le tas » en interagissant avec les communautés de développeurs.

*Néanmoins, cet engagement militant pour les logiciels libres se traduit aussi par le fait que **de nombreuses organisations qui partagent les mêmes besoins construisent des outils similaires chacune de leur côté**. Par ailleurs, du fait de processus de développement trop complexes, beaucoup d'outils ne se concrétisent jamais tandis que d'autres voient le jour mais ne sont pas maintenus, faute de personnes compétentes pour le faire. Enfin, les applications développées qui continuent à être utilisées restent souvent peu connues et mal partagées.*

*Cet éclatement des réponses et des forces mobilisées pour développer des solutions alternatives dans les usages numériques, comme aussi la difficulté de déploiement des solutions d'hébergement sûres œuvrant pour des intérêts communs sont à déplorer. **Les solutions cherchant à fédérer, mutualiser ou mettre en relation ces besoins afin de réduire leur coût, de maximiser leurs effets et de les rendre plus durables et résilients manquent cruellement.***

Cet atelier tentera de faire émerger les besoins communs des organisations présentes et développera l'échange sur les actions et initiatives communes à mettre en œuvre pour le secteur associatif.

• AVEC LA PARTICIPATION DE **MICHAËL FOZEU**, SIMPLO.CO, ET DE **THIERRY ERAUD**, DÉVELOPPEUR.

2– Synthèse des échanges

Les participants partagent leurs inquiétudes sur la durabilité (de l'outil, du format). La documentation, la feuille de route d'un logiciel sont nécessaires dans la perspective de la durabilité (guide de mise en ligne, etc.).

On relève **l'importance de la communication** : besoin de traducteurs, de médiateurs entre les développeurs et les associations, pour faire l'interface. Il faut adopter une démarche pédagogique vis-à-vis des associations et entrer dans une culture de la documentation. La vulgarisation demande du temps et donc des ressources.

Des objectifs

- **Mettre en place un centre de ressources.**
- **Structurer la demande** des associations.
- **Créer une « coopérative de consommateurs et d'utilisateurs »** permettant d'avoir un cadre pour mutualiser les besoins des associations et entrer en relation avec la communauté des développeurs.

- **Développer la compétence technique** pour répondre aux besoins des associations.
- **Promouvoir et développer l'éducation au numérique**, qui est de la responsabilité de chacun (importance du vocabulaire, lexique à mettre en place).
- **Promouvoir et développer les offres mutualisées disponibles** (soutenir ces offres grâce à un catalogue des offres disponibles) et **identifier les groupes de développeurs actifs derrière les divers projets mutualisés**.

Des outils... à construire ensemble

- **Cofinancer des projets autour des biens communs** (en utilisant la plateforme Goteo, qui devrait être adaptée pour la France).
- **Constituer une communauté de développeurs tiers secteur** capables notamment de vulgariser le code pour les associations.
- **Ouvrir un fonds de dotation** pour construire de nouveaux outils.
- **Créer une Amad**, « association de maintien de l'artisanat des développeurs », à l'image des Amap, pour entrer dans une logique plus pérenne, une logique de l'abonnement qui permette de financer la maintenance et l'amélioration des logiciels libres (utiliser Piwik pour démarrer par exemple).



ATELIER 2. Je communique, tu communique, nous communiquons : quels visibilité et impact pour les initiatives associatives ?

1– Problématique

Donner de la visibilité à ses actions, contribuer à la prise de conscience sur les thématiques qu'elles traitent, mener un travail d'éducation populaire, attirer de nouveaux adhérents... autant d'aspects qui rendent indispensable un travail de communication de la part des associations. Cette mission passe par des médiums traditionnels – publications, tracts, pétitions... – mais aussi par des moyens numériques : site Internet, vidéos, animations graphiques, réseaux sociaux...

Quels sont les impacts de la communication numérique des associations alternatives ? Comment les analyser et évaluer les résultats obtenus ? Avec quelle méthodologie ?

Peu d'analyses existent concernant l'impact socio-économique des initiatives associatives de type alternatif ; et encore moins quant à l'impact de leur communication numérique.

Analyser le travail et les méthodologies développés par les community managers pour améliorer la visibilité de ce qui se conçoit sur le Web nous semble aujourd'hui nécessaire pour tenter d'évaluer et de comprendre les effets de cette communication et les vecteurs d'une communication réussie.

Cet atelier cherchera à mieux cerner les outils et méthodologies utilisés par les participants pour leur communication, leurs potentiels et les difficultés qu'ils rencontrent, de réfléchir enfin aux ressources à mettre en œuvre pour renforcer l'analyse de leur impact.

• AVEC LA PARTICIPATION DE MATHIEU LAPPRAND, FO-HEBDO ET BASTAMAG.NET, ET D'ERIKA CAMPELO, RITIMO.

2– Synthèse des échanges

Les constats

- Les questions de communication et de gouvernance représentent **un enjeu majeur pour les associations**.
- **mettre en place des formations à cet enjeu est une nécessité** : des formations aux stratégies de communication et aux outils adaptés à telle ou telle communication, qui soient aussi **pragmatique**, qui permettent d'utiliser des outils et de les tester, afin de développer une culture des objets techniques et de combler le fossé entre techniciens et militants.
- **Penser la communication prend du temps** : il faut penser une stratégie d'abord, définir des besoins, choisir des outils...
- **Définir les besoins réels en compétences** et **identifier les personnes ressources**, en interne et en externe sont des préalables : besoin d'un documentaliste pour bien chercher sur le web ? besoin d'un développeur ? d'un animateur ? pour quoi faire ?
- **Accompagner le processus de transformation de l'équipe** qu'induit la mise en œuvre efficace d'une communication réfléchie est nécessaire.

Au Secours catholique par exemple, le développeur fait partie de l'équipe et toute la communication, interne et externe, a été passée sous le logiciel Spip. Ce qui veut dire

travailler avec des collaborations multiples, ouvertes, ce qui a entraîné une vraie transformation de l'association. Chaque département du Secours catholique a son mini-site. De nombreuses formations en interne ont été mises en place pour cela.

- **L'isolement est contre-productif.** Il faut **évoluer avec d'autres**, créer des ponts, dialoguer avec les concepteurs et les bidouilleurs ou **utiliser des médiateurs**.

Les enjeux de fond sous-jacents

- **La question du public visé** par la communication est cruciale. Dans le monde virtuel, les associations savent de moins en moins à qui elles parlent. Comment communiquer de façon adaptée sans connaître le public auquel on s'adresse ? Et comment mesurer l'impact de cette communication ?
- Réussir à **relier technologie et objet social** est capital. Un chargé de communication dûment attiré n'est pas forcément nécessaire (cf. *supra* l'exemple du Secours catholique).
- **Toute solution technique a une dimension politique.** Derrière chaque choix technique et organisationnel, il y a un choix politique : on délègue, on externalise la question technique ? Ou on se donne les moyens de le faire soi-même ?
- Considérer que la communication fait partie du projet associatif, c'est considérer que les messages sont diffusés par la communication et non plus par l'éducation. **Communication ou éducation ?** des choix sont nécessaires en fonction de ses objectifs et de leurs incidences politiques.

Un premier outil collectif : la plate-forme e-change

- **La plate-forme e-change mise en place par Ritimo propose des fiches techniques simples** pour mettre en place différents types de communication.
- **Elle propose également des documents critiques sur les outils disponibles** (on peut par exemple, si l'on veut s'adresser aux journalistes, utiliser Twitter tout en s'intéressant au modèle économique de cet outil pour le critiquer). E-change permet ainsi de prendre du recul sur les choix politiques et techniques liés aux outils, de mettre en perspective l'enjeu politique et technique d'un outil donné et de faire des choix plus éclairés.
- Enfin, **e-change organise et anime des formations/ateliers** destinées aux structures de la société civile, dont de très nombreuses sont axées sur l'appropriation des TIC.

Comment aller plus loin ?

- **Capitaliser les problématiques et les expériences** afin d'éviter l'isolement.
- **Former des médiateurs**, capables de parler le langage des associations et celui des développeurs et de les faire se correspondre.
- **Travailler collectivement** sur des outils : Google Analytics, création de site web, réseaux sociaux, Piwik...

Deux propositions

1. **Mettre en œuvre une coopérative d'échange**, fonctionnant comme un **réseau d'informations**, qui :
 - centraliserait **les outils avec une entrée selon les usages** (publication massive, réseaux sociaux, diffusion simple, objectif d'échange...),
 - **recenserait les expériences** (ce qui a marché, ce qui n'a pas marché),
 - **rendrait accessibles aux associations les questions techniques** en partant de la base commune expérimentée, grâce à la collaboration de techniciens acteurs de la coopérative.
2. **Porter la problématique de la communication des associations dans des instances internationales** (le Forum mondial des médias libres, par exemple). ●

Atelier 3. Adopter des pratiques plus sûres sur le Net : pourquoi est-ce important et comment faire ?

1– Problématique

Ces derniers mois, de nombreuses révélations médiatiques concernant la machine d'espionnage clandestine mise en place par la NSA à travers son programme PRISM ont surpris une partie des citoyens, démontrant que les hacktivistes avaient grandement raison de **se méfier de la capacité de contrôle des gouvernements en collaboration avec de grandes entreprises**

Face à ces révélations, certaines entreprises multinationales haussent les épaules et disent n'avoir « rien à cacher de toute façon » ; mais là n'est plus la question. Ce que l'on appelle désormais **le « big data »** implique un **déséquilibre des relations de pouvoir** entre les institutions publiques et commerciales, capables de stocker et d'analyser des données de façon exponentielle, et les citoyens, exposant tous et toutes à être perçus un jour comme suspects.

Parallèlement, le panorama des possibles se complexifiant, ces mêmes **citoyens sont de plus en plus démunis** pour exiger de leurs institutions **une protection de leur droit à la vie privée** et la mise en œuvre de leurs propres politiques de transparence.

Cet atelier tentera de développer l'échange quant aux inquiétudes, aux pratiques et aux solutions, afin d'aider les structures associatives à adopter des pratiques plus sûres et à multiplier leurs effets auprès de leurs membres et de leurs publics.

• AVEC LA PARTICIPATION D'AMAËLLE GUITTON, JOURNALISTE À RADIO FRANCE, ET DE JULIE GOMMES, JOURNALISTE, VICE-PRÉSIDENTE DU FOURNISSEUR D'ACCÈS À INTERNET (FAI) ASSOCIATIF FRANCILIENS.NET.

2– Synthèse des échanges

- **Y'a-t-il eu un effet Snowden ?** La situation est sans doute plus contrastée. Les gens ont pris conscience que la collecte d'informations est massive, mais n'ont pas forcément adopté pour autant des pratiques plus sûres.
- **Comment populariser les bonnes pratiques ?** En partant de là où en sont les utilisateurs, de leurs pratiques quotidiennes, pour leur proposer des outils plus sûrs qui ne transforment pas en profondeur leurs pratiques et ne compliquent pas leurs usages.
- **Avec quels outils ?** des guides pratiques, des outils simples... qui abaissent le coût d'usage de la sécurité et fassent pencher la balance de l'arbitrage entre facilité d'utilisation et sécurité du côté de cette dernière (plus on se protège, plus on perd du confort en terme d'usage).
- **Comment sensibiliser à la question ?** La question de la sécurité est aussi la question de la compréhension. Elle est donc liée à **l'éducation**. En France, l'éducation aux enjeux d'Internet est assumée essentiellement par le secteur associatif. Faire entrer ces apprentissages à l'école est donc également un enjeu.
- **Comment faire circuler et correspondre les besoins des uns et les compétences des autres ?** En créant des passerelles entre développeurs et secteur associatif.



Pour aller plus loin...

- **FlossManuals**, manuels libres pour logiciels libres
[http: fr.flossmanuals.net](http://fr.flossmanuals.net)
- **Samedi du libre** à la Cité des sciences : le 1^{er} samedi du mois.
- **Articles dédiés de Wikipedia :**
https://en.wikipedia.org/wiki/National_Security_Agency
[https://fr.wikipedia.org/wiki/PRISM_\(programme_de_surveillance\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/PRISM_(programme_de_surveillance))
Ce programme de surveillance dispose d'un accès direct aux données hébergées par les géants des nouvelles technologies, parmi lesquels Google, Facebook, YouTube, Microsoft, Yahoo! Skype, AOL et Apple.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Big_data



4.

Conclusion

Conclusions et perspectives

Suzanne Humberset

J

AI RETENU de ce matin à propos de la grammaire du web quelques idées :

- La possibilité de renouvellement de la démocratie par une démocratie directe – l’invention contre la délégation ;
- Un fonctionnement sur la base du consensus (loin des règles de majorité, quelle que soit cette majorité, ou même d’unanimité) ;
- Le web comme outil de développement d’un réseau décentralisé intelligent, à la périphérie ; le local contre le centre ; la biodiversité effective contre l’uniformisation à l’œuvre ;
- Un monde virtuel d’égalité et de créativité des individus ;
- Le développement d’une contre-culture ;
- La possibilité d’une transformation individuelle ;
- L’augmentation du pouvoir d’agir des citoyens ;
- L’existence d’espaces communautaires ;
- Des outils techniques d’émancipation ;
- Une hétérogénéité possible grâce à des procédures très strictes...

... d’où des tensions entre une émancipation libertaire et la valorisation de l’individu créateur d’un côté, l’égalité et le respect des règles communes de l’autre.

Sans oublier les inégalités très fortes notamment d’accès, mais surtout, cela a été souligné, d’usage : la massification de l’accès au web se paye aussi d’une complexité technologique grandissante d’une part, d’une uniformisation sous couvert de simplification pour l’usager d’autre part.

Des questions stratégiques majeures pour les associations militantes ont ainsi été soulevées durant cette journée :

- La question du peu de présence effective des fournisseurs d’accès Internet associatifs ;
- La question de la mémoire des archives du web concernant tout le mouvement alternatif et/ou associatif : ses luttes, ses protestations et prises de parole, la construction de propositions, les innovations... ;
- Le concept de souveraineté technologique (le circuit court, la co-construction, l’apport des contributeurs, sur le concept des Amad) ;
- La question fondamentale de la médiation, qui a traversé les débats de cette journée – les passeurs, les trans-, les journalistes développeurs... et le rapport du monde associatif et des citoyens à ces passeurs.

Nous sommes, selon les cas :

- des techniciens développeurs militants du libre,
 - des utilisateurs en général, des citoyens,
 - des utilisateurs issus de la société civile, des associatifs,
 - des militants qui souhaitons une transformation radicale du monde...
- ... et parfois tout cela à la fois.

Cette journée – et c’est également à quoi travaille Ritimo depuis maintenant plusieurs années – a souhaité rapprocher les libristes, programmeurs et techniciens, des associatifs, des militants. Il reste en effet un monde entre les deux.

Pour le milieu associatif et militant, la question est celle du contenu de la communication et de l’information, de sa qualité et de son accessibilité. Nous ne communiquons pas pour vendre. Ce sont la pertinence de nos informations en fonction de nos objectifs de partage des savoirs, de pédagogie, pour la construction d’un monde différent, la diffusion de notre plaidoyer et notre influence sur la société et les décideurs qui comptent pour nous.

Les développeurs du libre présents aujourd’hui sont aussi des proches, parties prenantes des associations que nous représentons ici. Comment pouvons-nous mieux échanger, construire des outils techniques et politiques ensemble ?

Cette journée constitue un premier moment de cette rencontre indispensable qu’il nous faut continuer autrement, par exemple en construisant un outil commun. Créer un centre de ressources, une plate-forme ouverte et hétérogène, pour reprendre les concepts de Dominique Cardon, une Amad, comme proposé par d’autres.

Ritimo a participé à la création de la Communauté des sites ressources pour une démocratie mondiale (Coredem : www.coredem.info) qui, grâce au moteur de recherche Scrutari (www.scrutari.net), regroupe les informations d’une trentaine de sites.

Notre réseau s’engage aujourd’hui à animer le travail autour de la construction et de la vie d’une plate-forme collaborative entre techniciens et militants à la condition de la construire avec vous, afin qu’elle soit ouverte et coopérative, qu’elle favorise les échanges et les projets communs entre libristes et associatifs.

Des idées concrètes favoriseront cette coopération que nous avons inaugurée avec la plate-forme d’hébergement libre basée sur Spip, Nursit, pour la distribution d’un Spip associatif. Nous travaillons également avec Vincent Calame, concepteur et codeur de logiciels libres au sein de la Fondation Charles-Léopold-Mayer pour le progrès de l’homme et militant au sein de l’April, en lui formulant des demandes pour Scrutari.

Notre souhait aujourd’hui est qu’une communauté d’utilisateurs se constitue et rencontre, sur cette plate-forme, une communauté de techniciens avec laquelle échanger des demandes et des offres.

Merci à tous pour les échanges fructueux de cette journée. Continuons... ●

